

L'INDICATEUR 41

Janvier 2010

Tableau de bord de conjoncture

N° 50 - Bis

Mise à jour des graphiques et commentaires sur le marché du travail et de l'emploi salarié

L'Observatoire constate un décalage croissant dans la date de diffusion des informations conjoncturelles. L'écart avoisine désormais un trimestre plein. L'analyse des données et la publication de l'Indicateur 41 en sont gravement perturbées. Une première réponse a été la création d'un tableau de bord mis à jour en continu. Il permet ainsi de connaître pour chaque série les dernières données disponibles. Il est mis en ligne sur le site www.pilote41.fr. Une réflexion est en cours pour faire évoluer également L'Indicateur 41. Dans l'intervalle, il a semblé opportun de publier un nouveau numéro sous l'ancienne version, compte tenu d'une actualité économique particulièrement délicate. Les données portent sur les trimestres différents. La mention du millésime figure en encadré à côté de chaque série.

FLÉCHISSEMENT DE L'ACTIVITE

Alors que l'on annonce des **résultats inattendus au niveau national** – croissance du PIB au 2ème trimestre et de la production industrielle en juillet, prévisions de rebond au second semestre puis de reprise plus franche de l'activité en 2010, il est **difficile d'en percevoir les signes au niveau départemental** dans les indicateurs disponibles. Ainsi, les chiffres d'affaires des entreprises du Loir-et-Cher ont marqué un net fléchissement durant l'été, alors qu'ils s'étaient maintenus à un bon niveau jusqu'alors ; ils sont **inférieurs de 10 %** à ceux du 3ème trimestre 2008. L'enquête réalisée par la CCI et l'Observatoire début octobre pointe notamment le fait que **les services sont confrontés à leur tour aux difficultés** induites par la crise internationale.

Les investissements sont concernés à leur tour. **Leur volume a baissé assez fortement** au 3ème trimestre, ce que confirme l'enquête. Les volumes

d'exportation de marchandises se sont également réduits, davantage que les importations.

La création d'entreprises s'essouffle dans la plupart des secteurs d'activité, si l'on excepte les auto-entrepreneurs.

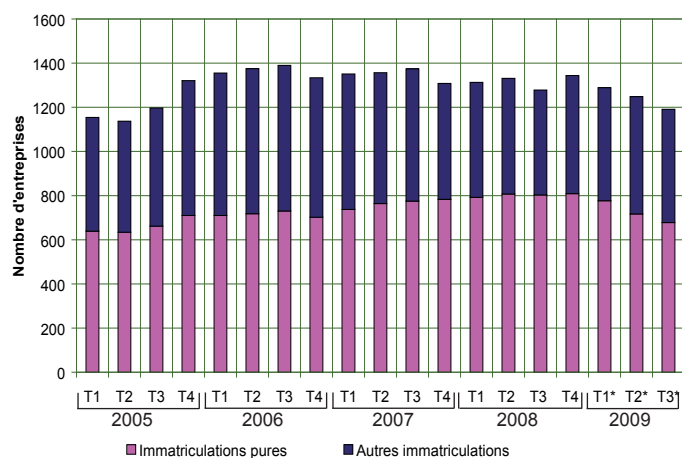
Les difficultés actuelles sont en revanche particulièrement visibles sur le marché du travail : **destruction massive d'emplois (4 450 salariés de moins en un an)**, notamment intérimaires, raréfaction des offres, **envolée du chômage (+ 21 % sur 12 mois)** ; le département compte **11 910 demandeurs d'emploi** (catégorie A) fin novembre.

Un des principaux enseignements de l'enquête citée plus haut est **l'absence de visibilité** des chefs d'entreprise sur l'évolution de l'activité. Les commandes à moyen et long termes se font de plus en plus rares dans de nombreux secteurs.

Démographie des entreprises

1 Créations d'entreprises industrielles et commerciales

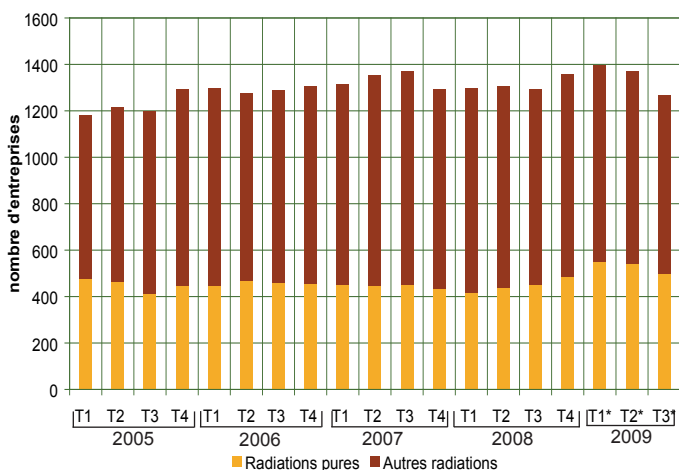
3^{ème} trim. 09



Source Chambre de Commerce et d'Industrie de Loir-et-Cher - *données provisoires

2 Radiations d'entreprises industrielles et commerciales

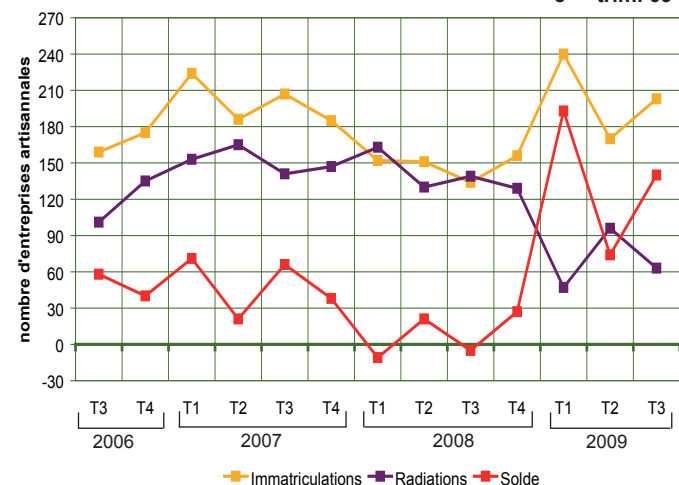
3^{ème} trim. 09



Source Chambre de Commerce et d'Industrie de Loir-et-Cher - *données provisoires

3 Mouvements des entreprises artisanales

3^{ème} trim. 09



Source Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Loir-et-Cher - Répertoire des Métiers

La création d'entreprise faiblit

Alors que les résultats du 1er trimestre montraient une très bonne résistance de la création d'entreprise (204 immatriculations pures), celle-ci a marqué nettement le pas depuis, selon les données provisoires de la CCI : **163 immatriculations pures** au printemps **1** et **140** durant le **3ème trimestre**, soit une **quarantaine de moins** qu'à l'été 2008. En données cumulées sur 12 mois, le total s'établirait à **678 créations**, en **recul de plus de 125 unités** sur celui de la période antérieure. La plupart des secteurs sont concernés. Seules exceptions : l'industrie et les hôtels-café-restaurants. La construction et le commerce sont les plus touchés, mais les services sont également en retrait, en particulier ceux aux entreprises.

La tendance à la **hausse** du nombre des **radiations 2** semble se confirmer.

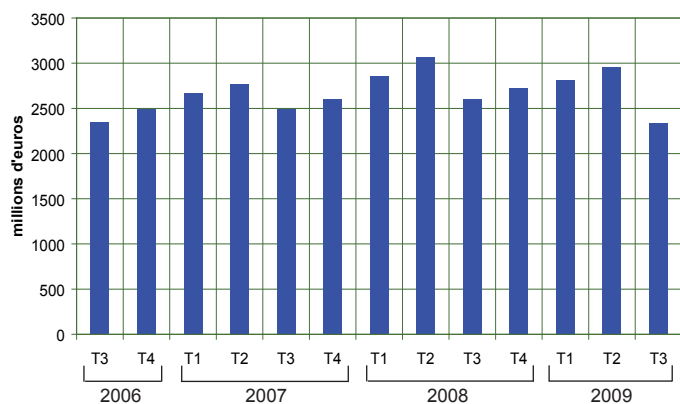
La **création d'entreprises artisanales 3** est également en **net repli**, si l'on compte à part les **auto-entrepreneurs** s'enregistrant à la Chambre de Métiers. Sur les trois premiers trimestres, ceux-ci représentent plus de la moitié des immatriculations (54 %). Le mouvement de l'auto-entreprise, débuté au 1er janvier, a surtout pris son essor à partir du 2ème trimestre. Durant le printemps et l'été, 248 personnes se sont immatriculées sous ce régime au Registre des Métiers. Dans le même temps, on dénombre 125 créations d'entreprise artisanale, contre 285 pour la période équivalente de 2008.

Les **radiations semblent pour l'instant contenues**. On connaît cependant le décalage de temps entre la cessation d'activité et sa prise en compte effective.

Activité économique

1 Chiffres d'affaires des entreprises

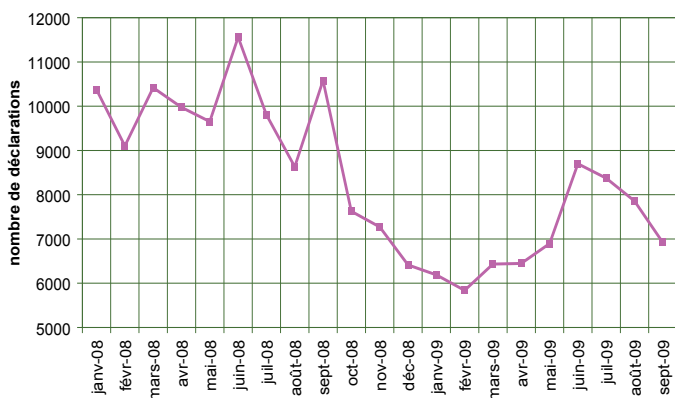
3^{ème} trim. 09



Source Direction des services fiscaux : chiffre d'affaires des entreprises au régime réel normal (EM, ET, ES, EB, EO, AM), y compris régimes mini réel (RM, RT, RS) et simplifié agricole (AET), y compris les entreprises installées en Loir-et-Cher mais relevant de la Direction des grandes entreprises.

2 Recours au travail temporaire

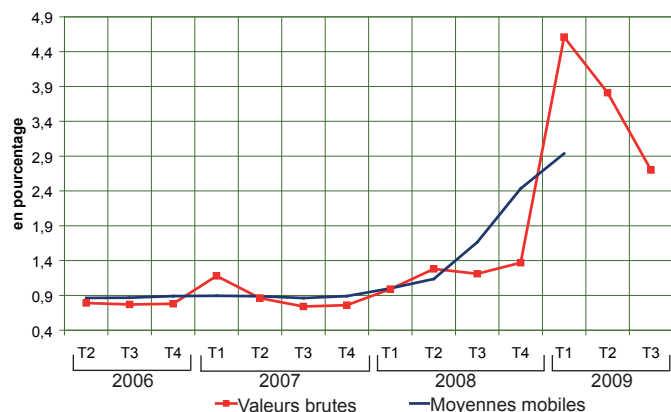
3^{ème} trim. 09



Source Urssaf (Services statistiques régionaux) - Déclarations préalables à l'embauche. Il convient d'accorder une valeur relative à ces chiffres : toutes les déclarations préalables effectuées ne se traduisent pas forcément par une embauche.

3 Taux de reste à recouvrer des cotisations Urssaf

3^{ème} trim. 09



Source Urssaf - Services statistiques régionaux

L'activité ralentit nettement durant l'été

Après avoir résisté au cours du 1er semestre, l'activité économique du département a assez nettement fléchi entre juillet et septembre. Selon les statistiques fournies par les services fiscaux, le montant global des **chiffres d'affaires** **1** s'est élevé à 2,33 milliards d'euros, en **repli de 10,4 %** par rapport à l'été 2008. L'enquête réalisée début octobre montre en particulier un **ralentissement assez sensible dans les services**, relativement épargnés jusqu'alors. En **cumul glissant sur 12 mois**, les effets de la crise sont désormais perceptibles : 10,8 milliards d'euros, soit **2,7 % de moins** qu'au cours de la période précédente.

Les agences d'intérim sont à l'origine de **23 152 déclarations d'embauche**¹ **2** durant l'été 2009, soit **20,2 % de moins** qu'au 3^{ème} trimestre 2008. Pour les **données cumulées** sur les 9 premiers mois de l'année, le repli est de 29,3 % par rapport à la même période de l'année précédente.

La **part des cotisations URSSAF restant dues à l'échéance** **3** est en **forte augmentation depuis le début de l'année** : **2,70 %** au 30 septembre (3,81 % au 30 juin), soit 1,49 point de plus qu'un an auparavant. Si une partie de cette évolution est imputable au traitement des travailleurs indépendants², les effets de la crise sont les plus prégnants. La baisse d'activité pèse inéluctablement sur la trésorerie des entreprises. L'enquête de conjoncture CCI/Observatoire montre que 3 établissements sur 10 sont confrontés à de sérieuses difficultés financières, en particulier dans les services.

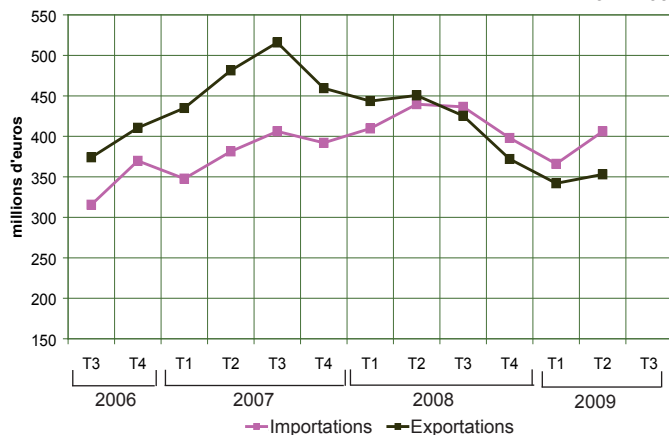
(1) La mise en place de la nouvelle nomenclature d'activités a entraîné la mise en place par l'URSSAF d'une nouvelle série pour les déclarations d'embauche au 1er janvier 2008. Les données actuelles ne sont pas comparables à celles antérieures à cette date.

(2) A partir de janvier 2008, l'URSSAF a procédé à un élargissement des cotisations des travailleurs indépendants. Cette opération a entraîné des retards dans les traitements, occasionnant une sous-estimation des taux de reste à recouvrer à cette période.

Activité économique

4 Commerce extérieur de produits industriels

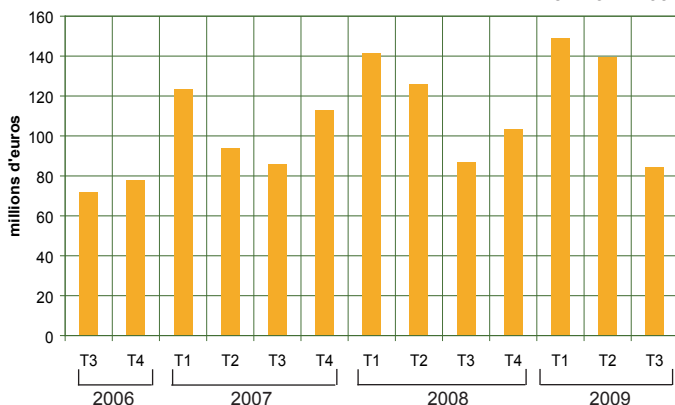
2^{ème} trim. 09



Source Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects - Centre

5 Investissements des entreprises

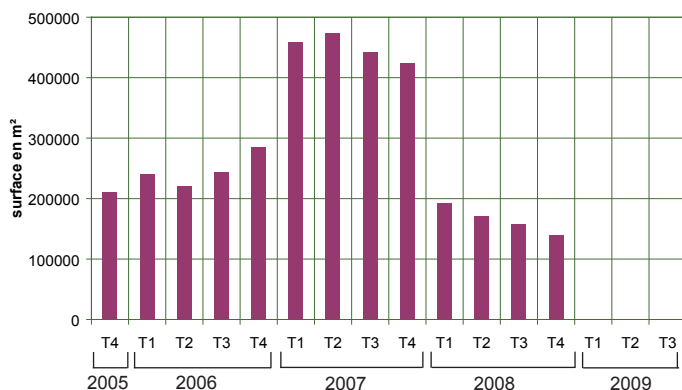
3^{ème} trim. 09



Source Direction des services fiscaux. Le montant des investissements est reconstitué à partir de la TVA déductible sur immobilisations inscrites au bilan et concerne les entreprises qui déclarent selon le régime réel normal. Les investissements sont issus des déclarations déposées au cours des trimestres indiqués.

6 Locaux d'activités (constructions commencées*)

4^{ème} trim. 08



Source DRE - Fichier Sitadel

*Cumul glissant sur quatre trimestres

Faiblesse des exportations

Entre avril et juin, les échanges de marchandises avec l'étranger se sont quelque peu redressés, après 3 trimestres de baisse consécutifs. Le volume des **exportations** s'est établi à 353 M€ (4), en **augmentation de 3,2 %** en trois mois, alors qu'un repli est constaté au niveau régional (-2,4 %). En revanche, leur **niveau est très inférieur à celui du printemps 2008** : -21,7 % (Centre, -20,5 %). En cumul annualisé, le **total** accuse une **baisse de 20,2 %** sur le précédent (-11,5 % pour le Centre).

L'**accroissement** est plus marqué au cours de ce 2^{ème} trimestre pour les **importations** : +10,9 %, à 406 M€ (Centre, -3,2 %). Elles sont toutefois inférieures de 7,7 % à celles du printemps 2008 (-13,2 % pour la région). Le **cumul sur 12 mois** est en revanche peu éloigné de celui de la période antérieure (-2,5 %), alors que pour l'ensemble de la région le repli atteint 6,1 %.

Le **déficit de la balance commerciale** du Loir-et-Cher s'est de nouveau creusé : -53 M€. Au 30 juin, le **taux de couverture**³ s'établit à 87 % dans le département (99 % pour le Centre).

Recul assez net des investissements

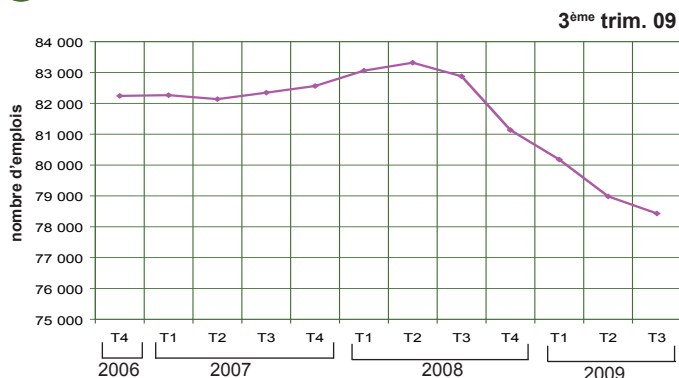
La **crise a fini par se faire ressentir sur les investissements**. Selon les données des Services Fiscaux, le **volume réalisé** au cours du 3^{ème} trimestre est **inférieur de 3,2 %** à celui de l'été 2008 (5). En **cumul annualisé**, le total s'établit à 476 millions d'euros, en **augmentation de 1,9 %** sur le précédent. Il convient de signaler que les montants se sont révélés historiquement élevés durant les deux premiers trimestres. Les résultats de l'été font écho aux enseignements tirés de l'enquête de conjoncture, selon lesquels les deux-tiers des établissements de l'industrie et des services auraient été récemment conduits à différer la mise en œuvre de leur programme en ce domaine.

Les données relatives à la construction de locaux destinés aux activités économiques ne sont pas disponibles pour l'instant.

(3) Le taux de couverture est le rapport entre les exportations et les importations en valeur.

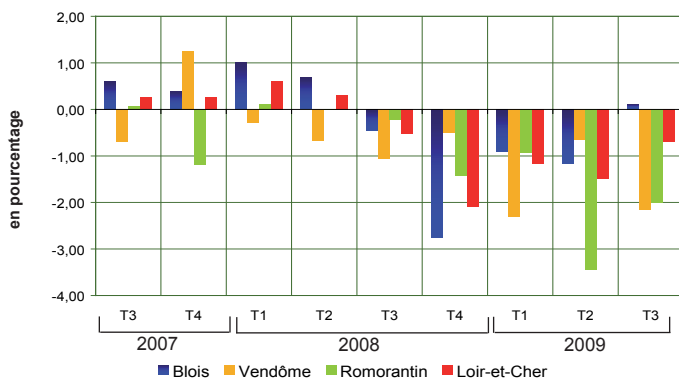
Emploi salarié

1 Evolution de l'emploi salarié en données CVS



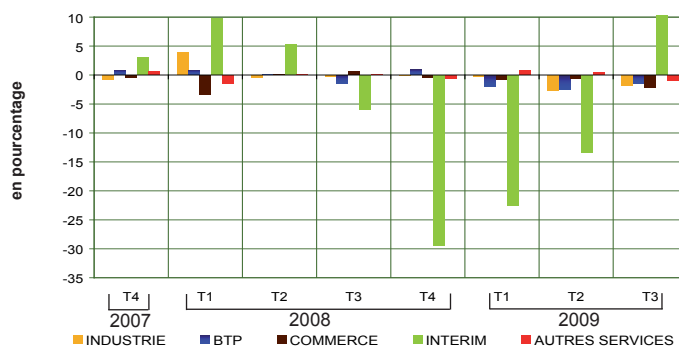
Source Urssaf de Loir-et-Cher

2 Evolution de l'Emploi salarié en données CVS par zone d'emploi (en %) 3^{ème} trim. 09



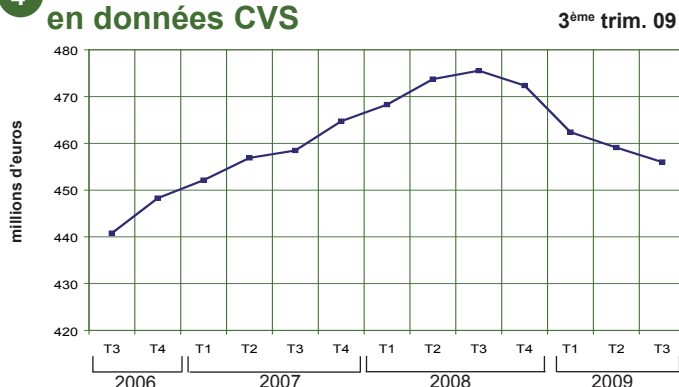
Source Urssaf de Loir-et-Cher

3 Evolution de l'Emploi salarié en données CVS par grand secteur (en %) 3^{ème} trim. 09



Source Urssaf de Loir-et-Cher

4 Evolution de la masse salariale en données CVS



Source Urssaf de Loir-et-Cher

La contraction de l'emploi se poursuit, sauf dans le Blaisois⁴

L'emploi salarié (secteur privé hors agriculture) a de nouveau diminué, mais sur un rythme plus modéré. Selon les données corrigées des variations saisonnières de l'URSSAF, le Loir-et-Cher aurait perdu plus de 550 postes de travail au cours de l'été (-0,7%). Au 30 septembre, il compterait 78 430 salariés, soit 5,4 % de moins qu'un an plus tôt (correspondant à 4 450 emplois).

1 Il s'agirait désormais de l'évolution la plus défavorable au sein de la région, qui est elle-même plus atteinte que l'ensemble du pays.

Le Romorantinais apparaîtrait toujours particulièrement touché, proportionnellement, avec une perte de 290 postes entre juillet et septembre (-2 %) 2 et de 1 150 emplois sur un an (-7,6 %). Le Vendômois subirait les plus fortes pertes au cours du trimestre : 320 postes (-2,2 %) ; sans doute faut-il y voir les premières retombées de la fermeture de Thyssen Krupp. Il accuse un repli de 850 emplois en un an (-5,5 %). Pour sa part, le Blaisois aurait gagné une cinquantaine de postes au 3^{ème} trimestre (+0,1 %) ; le recul atteindrait encore 2 450 emplois en un an (-4,7 %).

Ce 3^{ème} trimestre serait marqué par un rebond important du recours au travail intérimaire avec la création d'environ 550 postes (+21 %) ; l'évolution annuelle resterait toutefois très négative : 2 300 emplois de moins (-43 %) 3. Les autres secteurs auraient continué à détruire des emplois : 420 dans l'industrie (-1,8 %), 110 dans la construction (-1,4 %), 260 dans le commerce (-2,1 %) et 320 dans les services⁵. Sur 12 mois, le débours est important dans l'industrie et la construction (respectivement 1 140 et 410 postes supprimés représentant environ 5 % des effectifs), assez marqué également dans le commerce (470, -3,7 %) et plus limité dans les services hors intérim (120, -0,4 %).

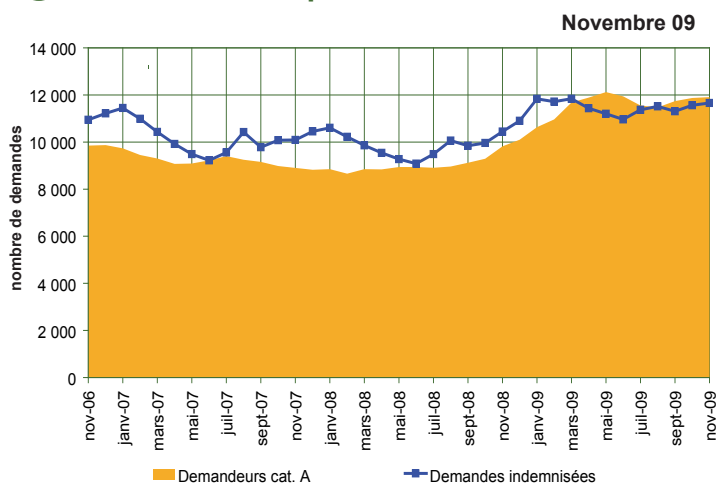
La masse salariale 4 des entreprises du secteur concurrentiel du département poursuit également son amenuisement. Elle se serait repliée de 0,7 % au cours du 3^{ème} trimestre, en données corrigées des variations saisonnières. Depuis septembre 2008, elle aurait diminué de 4,1 %, assez nettement plus que dans le Centre (-2,6 %) et en France (-1,9 %).

(4) Rappelons que depuis le 1^{er} trimestre 2006, l'Indicateur 41 intègre l'exploitation des séries statistiques nouvellement diffusées par l'URSSAF sur l'emploi salarié et la masse salariale. Celles-ci sont disponibles par zone d'emploi et grand secteur d'activité, en données corrigées des variations saisonnières. Elles ne prennent pas en compte la fonction publique d'Etat et le secteur agricole. Les séries sont révisées sur les quatre derniers trimestres.

(5) Hors intérim.

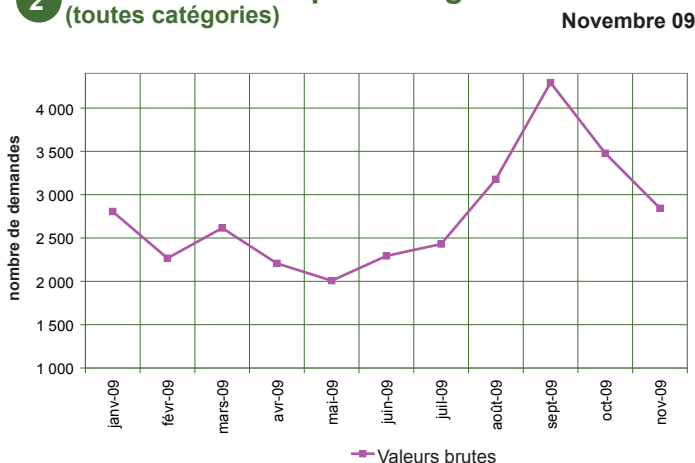
Emploi et marché du travail

1 Demandes d'Emploi en Fin de Mois (DEFM)



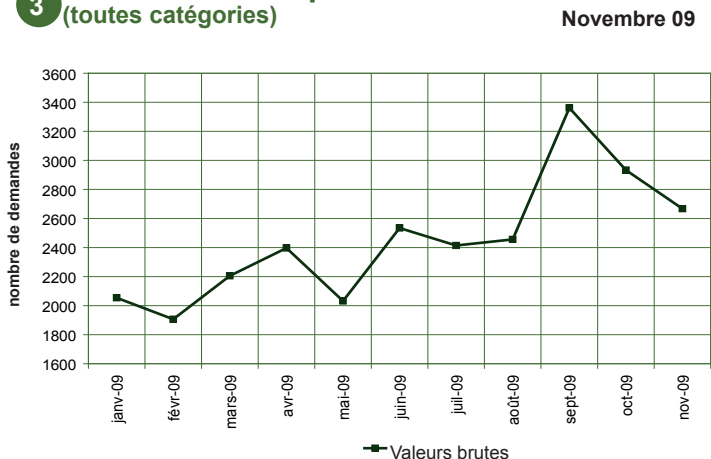
Source Pôle Emploi Centre
Demandes d'Emploi en Fin de Mois de catégorie A
Sont exclues des demandes indemnisées les personnes en formation ou en pré-retraite

2 Demandes d'emploi enregistrées (toutes catégories)



Source Pôle Emploi Centre
Demandes d'emploi enregistrées : représentent le nombre de personnes qui s'inscrivent à l'Anpe chaque mois pour différents motifs (fin de contrat, première entrée, licenciement économique, etc.) Cette statistique mesure un flux.

3 Demandes d'emploi sorties (toutes catégories)



Source Pôle Emploi Centre
Demandes d'emploi sorties : représentent le nombre de personnes (alors inscrites à l'ANPE) qui sortent des listes de cette agence chaque mois pour différents motifs (reprise d'emploi, entrée en stage, arrêt de la recherche, etc.) Il s'agit également d'une statistique de flux.

Le chômage s'accroît très vite

Au 30 novembre, le Loir-et-Cher compte **11 910 demandeurs d'emploi de catégorie A⁶** **1**. Le rythme d'évolution, toujours élevé (+ 21,3 % en un an) tend à s'amenuiser quelque peu. Il est désormais inférieur à celui constaté au niveau régional (+ 24,7 %) et même au niveau national (+ 22,1 %).

Depuis le 31 août, le Loir-et-Cher a enregistré une **hausse de 3,8 %** (représentant 440 personnes), légèrement inférieure à celle de la région (+ 4 %), mais plus élevée que celle constatée en France (+ 3 %).

Le nombre des personnes immédiatement disponibles, qu'elles aient ou non travaillé au cours du mois précédant leur inscription (catégories A, B et C ; **19 606 demandeurs au 30 novembre**) s'est accru nettement plus vite au cours des trois derniers mois que la seule catégorie A : + 4,8 % (Centre + 4,1 %, France + 3,1 %). L'évolution en rythme annuel tend donc à se rapprocher (+ 20,5 % en Loir-et-Cher, + 23,2 % dans le Centre et + 19,7 % en France).

On peut souligner la **décélération très sensible du rythme d'augmentation du chômage des jeunes** : + 15,2 % sur un an à fin novembre, soit moitié moins qu'en août. Ce mouvement est propre au Loir-et-Cher, les valeurs enregistrées dans les territoires de référence demeurant proches ou supérieures à + 23 %. Il est à rapprocher du rebond constaté dans l'interim. En revanche, le nombre des **demandeurs de plus de 50 ans s'envole** (+ 37 % en un an dans le département). De même, on note une **accélération de l'accroissement du chômage de longue durée** : + 32,9 %.

Sur les **11 premiers mois** de l'année, Pôle Emploi a enregistré en Loir-et-Cher **30 418 nouvelles demandes** de catégorie A, B, C **2**. Ces données n'étant pas comparables aux précédentes, aucune évolution ne peut être calculée. La part des inscriptions faisant suite à un licenciement économique (3,9 %) est finalement assez modeste, en comparaison avec celles liées à une fin de mission d'interim (8,4 %) mais surtout de contrat à durée déterminée (22,5 %). Malgré le contexte particulièrement défavorable, le flux des inscriptions pour reprise d'activité est toujours assez fourni (7,7 %).

(6) De nouvelles règles de comptabilisation des chômeurs ont été mises en œuvre à partir de février 2009. La distinction ne se fait plus par rapport au type d'emploi recherché (durable ou saisonnier, à temps plein ou partiel), mais selon la position au regard de l'emploi dans le mois précédent l'inscription. Les anciennes catégories 1 à 8 ont ainsi été remplacées par 5 catégories :

Cat A : personnes immédiatement disponibles, n'ayant pas du tout travaillé le mois précédent ;
Cat B : personnes immédiatement disponibles, ayant travaillé moins de 78 h le mois précédent ;
Cat C : personnes immédiatement disponibles, ayant travaillé plus de 78 h le mois précédent ;
Cat D : personnes non disponibles immédiatement en raison d'un stage, d'une formation, de la maladie... (ancienne cat 4) ;
Cat E : personnes pourvues d'un emploi, à la recherche d'un autre emploi (ancienne cat 5).

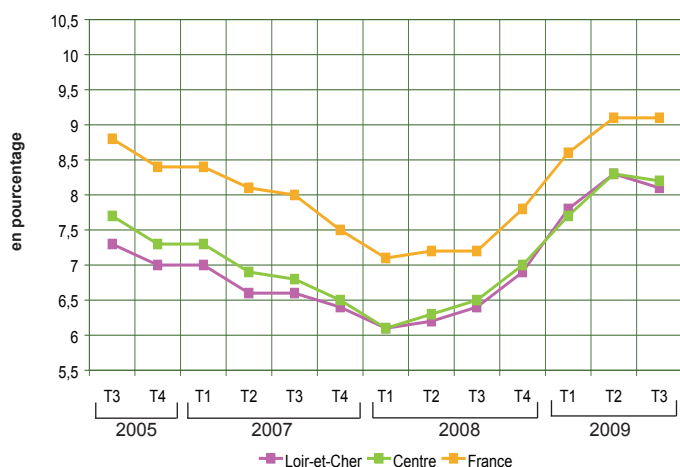
Par ailleurs, l'ensemble des séries sera désormais corrigé des variations saisonnières. Pour permettre un suivi dans le temps, les catégories A, B et C ont fait l'objet d'une rétropolation depuis début 1997 pour les données départementales.

Aucune donnée n'est pour l'instant diffusée par zone d'emploi. De nouvelles séries devraient voir le jour prochainement.

Emploi et marché du travail

4 Taux de chômage (nouvelle série corrigée)

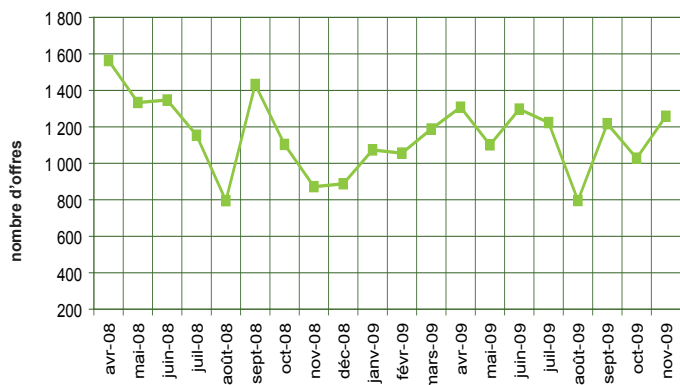
3^{ème} trim. 09



Source DRTEFP

5 Offres d'emploi enregistrées

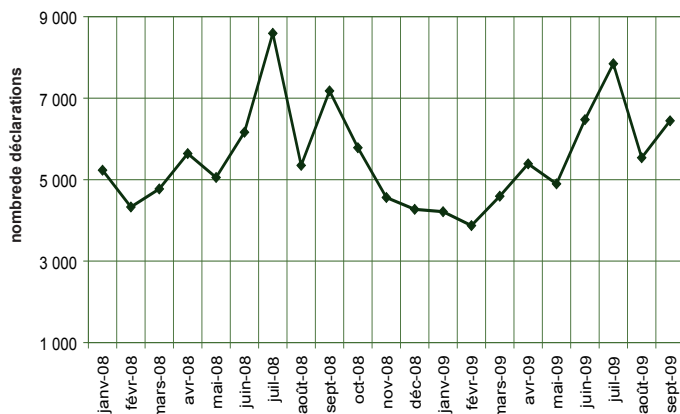
Novembre 09



Source Pôle Emploi Centre

6 Déclarations préalables à l'embauche (Hors travail temporaire et agriculture)

3^{ème} trim. 09



Source Urssaf (Services statistiques régionaux)

Il convient d'accorder une valeur relative à ces chiffres : toutes les déclarations préalables effectuées ne se traduisent pas forcément par une embauche

Parallèlement, **19 608 sorties du chômage** **3** ont été comptabilisées sur la même période pour les 3 catégories A, B et C. Le **ratio sorties / entrées** n'a cessé de se dégrader. Sur ces 11 premiers mois, il atteint le **niveau exceptionnellement bas** de 64,5 % (Centre : 87,9 %, France : 88,5 %). La part des sorties explicitement liées à une reprise d'emploi s'est amenuisée depuis août ; elles représentent moins de 18 % du total.

Le **taux de chômage** **4** s'est un peu replié au cours du 3^{ème} trimestre pour s'établir à **8,1 %** au 30 septembre en **Loir-et-Cher**. Sur un an, il est en augmentation de 1,7 point. Il est inférieur à la moyenne régionale (8,2 %) et d'un point au taux national. Les taux ne sont pas encore connus pour les **zones d'emploi** ; rappelons qu'au 30 juin, ils étaient de 8,9 % pour celle de Romorantin-Lanthenay, de 8,3 % pour celle de Blois et de 8,2 % pour le Vendômois.

Toujours moins d'embauches

La mise en œuvre des nouvelles catégories de demandeurs influe inévitablement sur la comptabilisation des offres. Celles-ci sont regroupées pour les catégories A, B et C. Là encore, les séries ont été rétroplées.

Suivant la tendance antérieure, les besoins des entreprises en personnel ont continué à se contracter. Entre juillet et septembre, les services de Pôle emploi ont collecté **3 236 offres**, **5** soit **4,3 % de moins** qu'à l'été 2008. Comme précédemment, l'évolution est moins négative que dans le Centre (- 15 %) et en France (- 15,7 %). En **données cumulées sur 12 mois**, le rythme de diminution s'accroît ; il est toujours très proche entre le Loir-et-Cher et la région (autour de - 16 %) et supérieur pour la France (- 20 %).

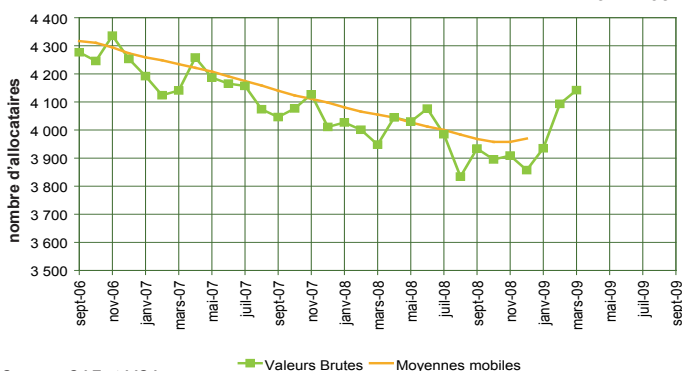
Hors agriculture et intérim, **19 828 déclarations**⁷ préalables à l'embauche **6** ont été enregistrées par l'URSSAF au 3^{ème} trimestre, soit **6,1 % de moins** qu'à l'été 2008. En **cumul** sur 9 mois, le repli est de 5,8 % par rapport à la même période de 2008. Les évolutions sont particulièrement marquées dans l'industrie (- 24 %) et la construction (- 22 %).

(7) Voir note n° 1 p. 3 relative à la nouvelle série constituée par l'URSSAF.

Conditions de vie

1 Revenu Minimum d'Insertion en Loir-et-Cher

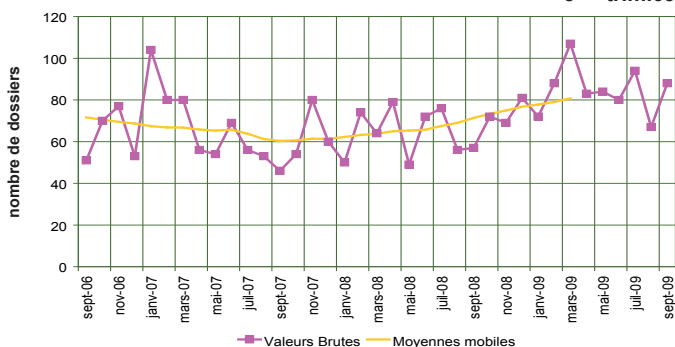
1^{er} trim. 09



Sources CAF et MSA

2 Dossiers de surendettement déposés

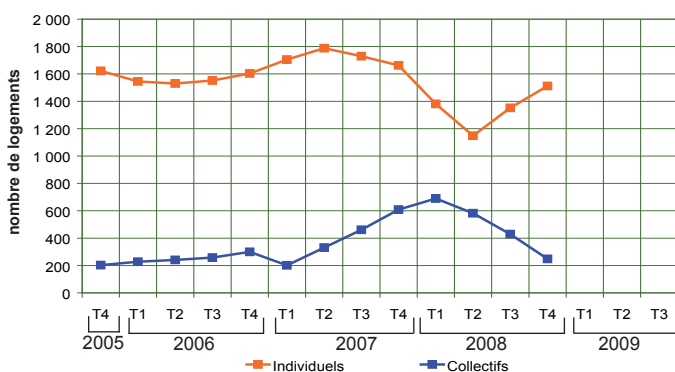
3^{ème} trim.09



Source secrétariat de la Commission de surendettement

3 Logements commencés en Loir-et-Cher (cumul glissant sur 4 trimestres*)

4^{ème} trim. 08

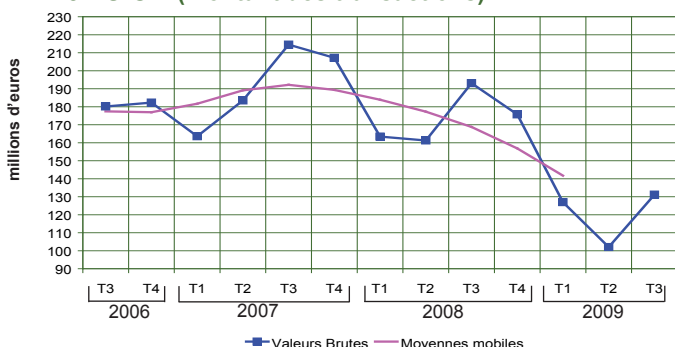


Source DRE - Sitadel

(*) Il s'agit du cumul sur les 4 derniers trimestres effectué à un moment donné

4 Evolution du marché immobilier dans l'ancien (montant des transactions)

3^{ème} trim. 09



Source Direction des services fiscaux - Base reconstituée d'après le montant des taxes relatives aux droits de mutations à titre onéreux.

Une précarité accrue

Le grippage du marché du travail a généré un accroissement important du nombre d'**allocataires du RMI** **1** au cours du 1^{er} trimestre. Au 31 mars, le Loir-et-Cher compte **4 142 bénéficiaires** payés ou suspendus, soit **7,4 % de plus en 3 mois**. **Sur un an, les effectifs ont augmenté de 4,9 %**. La mise en place généralisée du **RSA** a entraîné une **rupture statistique**. Les nouvelles données sont en cours de consolidation et seront prochainement disponibles. On peut toutefois indiquer qu'au 30 juin, la CAF comptabilisait 5 297 foyers bénéficiaires payables, dont 3 916 (74 %) n'exerçant aucune activité. Par ailleurs, il reste à la même date 571 bénéficiaires du RMI non encore intégrés dans le dispositif RSA.

Rappelons que selon les analystes de la Banque de France le **surendettement** **2** doit être observé sur 6 mois, en raison de fortes fluctuations trimestrielles. En Loir-et-Cher, la Commission a reçu **514 nouveaux dossiers** sur le premier semestre 2009, soit **25 % de plus** qu'au cours des six mois précédents. L'évolution est comparable à celle enregistrée dans le Centre mais légèrement plus marquée que dans l'ensemble de la France (+ 23,3 %). Le **total cumulé sur 12 mois** fait apparaître une détérioration plus forte de la situation dans notre département (+ 25,5 %) que dans les territoires de référence (respectivement + 13,6 % et + 12,6 % pour la région et le pays).

Forte contraction du marché immobilier au 1er semestre

Les données relatives à la construction de logements ne sont pas disponibles pour l'instant.

Après avoir plutôt bien résisté durant la majeure partie de l'année 2008, le marché de l'**immobilier ancien** **4** s'est vivement contracté début 2009. Le volume des **transactions a chuté** respectivement de **28 % puis de 20 %** au cours des deux premiers trimestres. **Durant l'été, la baisse a été stoppée**, mais le niveau est **inférieur de 32 %** à celui du 3^{ème} trimestre 2008. Le **cumul annualisé** (536 M€) traduit le marasme actuel avec une **baisse de 26 %**.